



RCS : PONTOISE

Code greffe : 7802

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

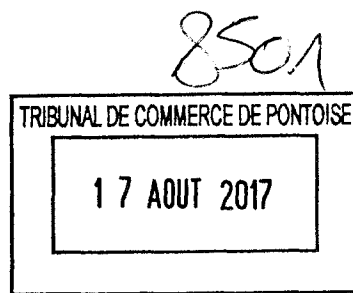
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1977 B 00702

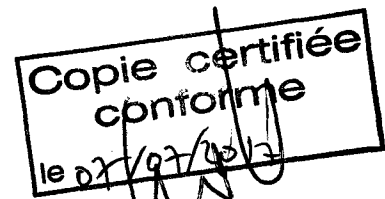
Numéro SIREN : 542 078 555

Nom ou dénomination : 3M FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 17/08/2017 sous le numéro de dépôt 8501



Exemplaire greffe



3M France SAS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

A l'Associé unique
3M FRANCE SAS
Boulevard de l'Oise
95029 Cergy-Pontoise Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société 3M FRANCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les notes 2.2 « Immobilisations incorporelles et mali technique de fusion » et 3.1.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe qui exposent le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement n°2015-06 de l'ANC sur l'affectation des malis techniques ;
- la note 2.1 « Principes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'évaluation des stocks.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme indiqué dans les notes 2.2 et 3.1.1 de l'annexe aux comptes annuels, votre société a procédé à un examen de la valeur des fonds commerciaux. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié de la méthode comptable retenue, à examiner, par sondage, les données et les hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination des valeurs d'usage, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Comme indiqué dans les notes 2.4 et 3.1.3 de l'annexe aux comptes annuels, votre société a procédé à un examen de la valeur des titres de participation. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié de la méthode comptable retenue, à examiner, par sondage, les données et les hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination des valeurs d'usage, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Comme indiqué dans les notes 2.11 et 5.6 de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue une provision destinée à couvrir les engagements relatifs aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés, mis en place au niveau du groupe 3M. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

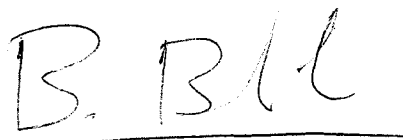
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que votre société n'a pas établi le bilan social de l'exercice 2016 requis par les articles L. 2323-68 à L. 2323-77 du code du travail avant l'Assemblée générale annuelle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 8 juin 2017

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'B. Baloché', is written over a horizontal line.

Bertrand Baloché

BILAN

(en euros)

Actif	31.12.2016		31.12.2015	
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de Recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 682 309	5 810 154	3 872 155	170 722
Fonds commercial	11 546 264	5 296 857	6 249 408	22 593 286
Autres immobilisations incorporelles	49 443 878	33 100 000	16 343 878	
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 507 206	2 901 131	2 606 075	3 236 985
Constructions	120 629 279	101 452 479	19 176 800	18 452 963
Installations techniques, matériel et outillage industriels	194 617 848	155 764 828	38 853 020	40 390 207
Autres	11 388 623	10 106 183	1 282 439	896 623
Immobilisations en cours	2 607 259		2 607 259	9 967 295
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	235 430 867	80 251 000	155 179 867	157 779 867
Autres titres immobilisés	16 922	9 146	7 776	7 776
Prêts				
Autres	499 703		499 703	304 380
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	641 370 158	394 691 779	246 678 379	253 800 104
Actif circulant				
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	13 801 134	1 966 904	11 834 229	10 732 026
En cours de production de biens				
Produits intermédiaires et finis	11 517 000	969 648	10 547 352	6 620 885
Marchandises	3 514 000	39 000	3 475 000	4 965 227
Avances et acomptes versés sur commandes	38 951		38 951	
Créances				
Clients et comptes rattachés	163 621 808	3 209 935	160 411 873	156 718 116
Autres créances	30 020 177		30 020 177	69 488 916
Divers				
Valeurs Mobilières de placement				
Disponibilités	7 365 980		7 365 980	3 405 461
Charges constatées d'avance	923 197		923 197	898 771
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	230 802 247	6 185 488	224 616 760	252 829 402
Charges à répartir				
Ecart de conversion-actif				52 553
TOTAL DE L'ACTIF	872 172 405	400 877 267	471 295 138	506 682 059

(en euros)

Passif	31.12.2016	31.12.2015
Capitaux propres		
Capital social	10 572 672	10 572 672
Primes d'émission, de fusion et d'apport	65 286 414	65 286 414
Réserve légale	1 057 267	1 057 267
Réserves réglementées		
Autres réserves	28 243 639	28 243 639
Report à nouveau	-8 983 490	
Résultat de l'exercice	21 158 709	-8 983 490
Subventions d'investissements	6 637	7 169
Provisions réglementées	15 083 624	15 570 085
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	132 425 473	111 753 756
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	2 691 401	10 702 612
Provisions pour charges	72 294 043	67 330 076
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	74 985 443	78 032 688
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	135 834 878	177 035 454
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 438 679	75 402 973
Dettes fiscales et sociales	41 183 495	54 219 011
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 427 170	9 382 142
Produits constatés d'avance		801 712
TOTAL DES DETTES	263 884 222	316 841 291
Ecarts de conversion-passif		54 325
TOTAL DU PASSIF	471 295 138	506 682 059

COMPTE DE RESULTAT

(en euros)

	31.12.2016	31.12.2015
Ventes de marchandises	466 797 321	427 293 735
Production vendue (biens et services)	207 405 346	283 124 621
Montant net du chiffre d'affaires	674 202 667	710 418 356
Production stockée	3 951 850	-2 291 188
Production immobilisée	1 293 596	1 348 050
Subventions d'exploitation	243 500	
Reprise sur provisions et amortissements	26 778 061	8 701 177
Autres produits	35 275 311	1 826 030
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	741 744 985	720 002 424
Achats de marchandises	339 764 177	303 362 435
Variation des stocks	1 943 200	5 431 532
Achats de mat. prem. & autres approvisionnements	60 785 481	75 509 166
Variation des stocks	-973 247	-243 679
Autres achats et charges externes	123 366 834	120 781 200
Impôts, taxes et versements assimilés	13 857 423	13 156 270
Salaires et traitements	109 969 129	93 683 751
Charges sociales	43 490 756	44 638 942
Dotations aux amortissements des immobilisations	14 612 354	12 338 785
Dotations pour dépréciations sur immobilisations		
Dotations pour dépréciations sur actif circulant	3 602 844	4 409 291
Dotations aux provisions pour risques et charges	22 523 043	5 254 858
Autres charges	3 389 145	3 298 600
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	736 331 139	681 621 152
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	5 413 846	38 381 272
Produits de participations	14 000 247	17 015 914
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 666	19 331 595
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 553	
Différences positives de change	184 866	697 940
Produits nets s/cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	14 256 331	37 045 449
Dotations financières aux amortissements et aux provisions	2 600 000	62 850 834
Intérêts et charges assimilées	512 468	838 894
Différences négatives de change	471 845	730 782
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	3 584 313	64 420 510
2. RESULTAT FINANCIER	10 672 018	-27 375 061
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	16 085 864	11 006 211

COMPTE DE RESULTAT (suite)*(en euros)*

	31.12.2016	31.12.2015
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	65 300 381	4 411 051
Sur opérations en capital	1 536 635	6 868 559
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 940 340	135 600 347
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	80 777 357	146 879 957
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	70 005 362	6 356 717
Sur opérations en capital	5 579 799	134 435 908
Dotations aux amortissements et provisions	1 377 405	11 074 907
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	76 962 566	151 867 532
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 814 791	-4 987 575
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE		2 738 486
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-1 258 054	12 263 640
TOTAL DES PRODUITS	836 778 673	903 927 830
TOTAL DES CHARGES	815 619 964	912 911 320
R E S U L T A T	21 158 709	-8 983 490

3M France SAS
Annexe aux comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2016

1 – Présentation de la société et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Présentation de la société

Depuis plus de 100 ans, 3M imagine, découvre, fabrique, commercialise des solutions très diverses. A l'origine de la diversité de 3M : la maîtrise d'une trentaine de technologies dans lesquelles 3M considère qu'elle est le n°1 ou le n°2 mondial, et plus de 55 000 produits commercialisés dans plus de 200 pays.

Grâce à sa culture de l'innovation collaborative, le groupe alimente un flux incessant de technologies dont la vocation est de simplifier la vie quotidienne. 3M est, par excellence, l'entreprise innovante qui ne cesse jamais d'inventer.

Le groupe concentre ses investissements en promotion et en protection sur une sélection de marques stratégiques —Scotch®, Post-it®, Scotchgard™, Thinsulate™, Scotch-Brite™, Filtrete™, Command™ et Nexcare™— qui rassemblent quelques-uns des produits phares actuels du groupe, ainsi que les produits en développement les plus prometteurs.

3M France sert ses clients sur 5 grands marchés : Industrie ; Sécurité & Signalétique ; Electronique & Energie ; Santé ; Grand Public.

3M France dispose notamment de trois sites de production (Beauchamp, Tilloy et Pithiviers). La direction générale et les activités commerciales et administratives sont localisées à Cergy-Pontoise.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Le Projet Polaris (déploiement de la plateforme mondiale 3M ERP (Entreprise Resource Planning) sur la base du logiciel SAP s'est poursuivi en 2016. 3M ERP permettra de mieux répondre en temps réel aux besoins de nos clients avec des processus simplifiés standardisés et fiabilisés au niveau mondial. Le déploiement a eu lieu le 1er Aout 2016. Les investissements d'actifs incorporels concernent la mise en place du projet Polaris s'élèvent à 7,9 Millions.

L'année 2016 est marquée également par la cession du site de Pithiviers, la cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD). L'impact de ces opérations représente l'essentiel du résultat exceptionnel de 3,8 Millions d'euros.

Dans le cadre des tests annuels de dépréciation des actifs, et compte tenu de perspectives d'activité dégradées, une dépréciation complémentaire des titres de participation de 3M Bricolage & Bâtiment de 2,6 millions d'euros a été dotée sur l'exercice.

Une provision pour risque produit a été reprise pour 6 137 K€, suite au dénouement du litige avec EDF.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Le 21 février 2017, 3M France a acquis l'intégralité des titres de la société Slipnaxos Rappold France, SAS au capital de 225.000 euros dont le siège social est situé 8 Chemin du Jubin à Dardilly (69570) qui étaient détenus par la société Winterthur Technologie France, filiale à 99,99% de la Société.

Par suite de cette cession, la Société a décidé le 23 février 2017 de dissoudre par anticipation la société Slipnaxos Rappold France sans liquidation conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil. La prise d'effet de cette dissolution est le 1er Avril 2017.

2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été préparés conformément aux règles définies par la mise en application du plan comptable général, aux dispositions de la législation française et aux principes comptables généralement admis en France, tels que :

- continuité d'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.
- principe de prudence.

Ils sont établis sur la base des coûts historiques.

Changement de méthode comptable :

Nous avons procédé à un changement de méthode en 2016 suite à la mise en place de notre nouveau système d'information. Les stocks de matières premières, de matières consommables, de marchandises, des en-cours, des produits intermédiaires et finis sont évalués au coût standard selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti (FIFO) et non plus au coût moyen pondéré (CUMP).

La note 2.2 indique la modification de méthode comptable apportée, en 2016, par le règlement ANC 2015-06 sur le traitement comptable du mali technique.

2.2 Immobilisations incorporelles et mali technique de fusion

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais financiers.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en charge lorsqu'ils sont encourus.

Une dépréciation du fonds commercial est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur du fonds commercial au plus bas de la valeur comptable et de la valeur d'usage.

La valeur comptable des fonds commerciaux a été testée en comparant les capitaux employés des activités concernées avec leur valeur d'usage estimée sur la base d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie.

En 2016, le règlement ANC 2015-06 a modifié les règles applicables au traitement comptable du mali technique. Celui-ci doit désormais faire l'objet d'une affectation comptable au bilan, dans des sous comptes spécifiques par catégorie d'actifs. Afin de se conformer à ces nouvelles dispositions, entrées en vigueur le 1er janvier 2016, la société 3M France a procédé à l'analyse des malis techniques, résultant des fusions avec les sociétés Aearo, Biotrace International SAS, Laboratoires 3M Santé SAS et Arizant France SAS. Cette analyse a conclu que ces mali techniques étaient représentatifs d'éléments de fonds commerce, et ont donc été affectés dans les actifs incorporels non amortissables. Ce reclassement n'a pas eu d'impact sur le résultat de l'exercice 2016.

2.3 Immobilisations corporelles

Les actifs corporels sont soumis à un test de dépréciation à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. Une dépréciation des actifs immobilisés est ainsi constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur de ces actifs au plus bas de la valeur comptable et de la valeur actuelle (la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage).

La société compare ainsi leur valeur nette comptable à leur valeur actuelle. Cette dernière est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité des biens pour l'entreprise. Elle correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur comptable des actifs corporels a été testée en comparant les capitaux employés des activités concernées avec leur valeur d'usage estimée sur la base d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires) sans incorporation de charges financières.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif correspondant à l'amortissement économique des biens.

Lorsque les dispositions fiscales le permettent, un calcul d'amortissement dégressif non économique est effectué. L'écart entre l'amortissement dégressif non économique et linéaire est porté au niveau des provisions réglementées dans le poste "amortissements dérogatoires".

Lorsque, à l'intérieur d'une immobilisation déterminée, des éléments dissociables d'une valeur relative significative ont une durée d'utilisation prévue distincte de la durée d'utilisation de l'immobilisation elle-même, des composants spécifiques sont définis ; ces composants sont alors amortis sur la durée d'utilisation qui leur est propre. La base de calcul de l'amortissement est constituée par le coût d'acquisition diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation prévue.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- constructions	25 ans
- agencements et aménagements	entre 5 et 10 ans
- outillages industriels	entre 4 et 10 ans
- matériel de transport	5 ans
- mobilier de bureau	5 ans
- matériel informatique	3 ans

2.4 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener leur valeur au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur d'usage, appréciée sur la base du potentiel économique de la filiale.

La valeur d'usage des titres de participation est évaluée à partir d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie de la filiale, nette d'endettement.

De plus, une provision pour risque est constituée le cas échéant, à hauteur des capitaux propres négatifs.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

2.5 Stocks

Les matières premières, les matières consommables et les marchandises sont évaluées au coût réel d'achat selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti (FIFO).

Les encours et les produits fabriqués sont valorisés au coût de revient de production, comprenant les consommations et une quote-part des charges directes et indirectes de production, les coûts de sous-activité étant exclus. De même, les frais financiers sont exclus des coûts de production.

Lorsque la valeur brute déterminée dans les conditions énoncées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation probable, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas. Le taux de dépréciation varie en fonction de l'âge de la créance, du délai de remboursement, de l'existence d'une procédure amiable ou collective.

2.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, le cas échéant, dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (provisions pour hausse de prix, amortissements dérogatoires, provision pour investissement,...).

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement pour participer au financement d'une immobilisation amortissable, sont prises en compte en résultat exceptionnel sur la même durée et sur le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation ainsi acquise.

Des provisions sont constituées, le cas échéant, en cas d'incertitude sur le paiement effectif des subventions ou sur le maintien des conditions nécessaires à l'obtention de ces subventions.

2.9 Provisions pour risques et charges

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés encourus par la société.

2.10 Indemnités de départ à la retraite

La norme américaine FAS 87 est conforme aux principes du Plan Comptable Général. Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et de la convention collective, en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalité. Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges suivant les principes de la norme américaine FAS 87. Les écarts actuariels sont amortis selon la méthode du corridor sur la durée de vie résiduelle.

2.11 Stock-options et actions gratuites

Les plans de rémunération en actions accordés par le groupe 3M (stock-options et actions gratuites) font l'objet d'une refacturation par ce dernier à la société 3M France lors de l'exercice des droits par leurs bénéficiaires français (coût net de rachat pour le groupe des actions attribuées).

Conformément aux règles et principes comptables applicables en France, le coût refacturé par 3M Company, société émettrice des plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites, est à provisionner au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Dans ce contexte, une provision est ainsi constituée sur la période d'acquisition des droits afin de couvrir le coût refacturé par 3M Company qui représente :

- pour les actions gratuites, le coût d'acquisition des titres par 3M Company, à la date d'exercice par les bénéficiaires ;
- pour les options d'achat d'actions, la différence entre ce même coût d'acquisition des titres et le prix d'exercice de ces options si l'exercice de l'option est probable à la date de clôture.

L'attribution de stock-options et d'actions gratuites constituant un élément de rémunération, la provision a été comptabilisée en charges de personnel par le crédit du compte 15 « Provisions » par l'intermédiaire du compte « Transfert de charges » afin de constater la dotation aux provisions d'exploitation.

2.12 Chiffre d'affaires

Les ventes de biens, marchandises et autres pièces sont enregistrées en produits au moment de la livraison du bien.

2.13 Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées au cours de change du mois de l'opération. Les créances et dettes en devises sont valorisées au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des créances et des dettes en devises est portée sous la rubrique Ecart de conversion. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

2.14 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

3 – Notes sur le bilan

3.1 Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

En K€ (en milliers d'euros)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions, créations	Cessions et mises hors service	Virement poste à poste	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	63 946	7 945	-1 218	0	70 673
Immobilisations en cours incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	375 514	6 282	-58 885	9 232	332 143
Immobilisations en cours corporelles	9 967	1 872		-9 232	2 607
Immobilisations financières	235 752	195	0	0	235 947
Total	685 179	16 294	-60 103	0	641 370

(En milliers d'euros)	Provision constituée durant l'exercice
	K€ (milliers d'euros)
Titres de participation 3M Bricolage et Batiment	2 600
Titres de participation EMFI	0
Titres de participation POUYET	0
Total	2 600

Amortissements

	En K€ (en milliers d'euros)			
	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à la fin de l'exercice
Amortissements économiques :				
Immobilisations incorporelles	3 032	3 154	-124	6 062
Immobilisations corporelles	311 578	11 458	-53 535	269 501
Total	314 610	14 612	-53 659	275 563
Amortissements dérogatoires :				
Immobilisations incorporelles	34			34
Immobilisations corporelles	13 471	571	-705	13 337
Total	13 505	571	-705	13 371

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels pour une valeur brute de 9 682 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 955 K€ au 31 décembre 2015, et de fonds de commerce s'élevant à 60 990 K€.

Les investissements d'actifs incorporels concernent la mise en place du projet Polaris s'élèvent à 7,9 Millions d'euros. Les actifs sont amortis sur 12 mois.

La dotation aux amortissements sur l'exercice 2016 s'élève à 3 154 K€ (10 K€ sur l'exercice 2015).

Le total des cessions du projet Polaris aux autres filiales représentent une valeur brute de 1 088 K€. Aucune plus ou moins-value de cession n'a été constatée (la valeur nette comptable étant égale au prix de cession de 1 088 K€).

La rubrique « Fonds de commerce » enregistre les fonds commerciaux issus de fusions pour un total de 11,5 millions d'euros (CETA, Sorel, Racal, Sermme, Hornell et Aearo). Dans la mesure où ces fonds commerciaux, à l'exception d'Aearo et Sermme, sont indissociables de l'activité de la société, compte tenu du caractère fongible des fonds concernés, l'évaluation du fonds est globale, malgré l'individualisation résultant des opérations de fusion.

	Valeurs brutes au 31/12/2016	Cumul Dépréciation au 31/12/2016	Valeurs nettes au 31/12/2016
Gamme Marché de l'Electronique	4 458	1 854	2 604
Gamme Protection & Sécurité	6 649	3 190	3 459
Autres	440	253	187
Sous-Total Fonds de commerce	11 546	5 297	6 249

La rubrique « autres immobilisations incorporelles » représente les malis techniques comptabilisés dans le cadre des Transmissions Universelles de Patrimoine (TUP) relatives aux sociétés Aearo, Biotrace International SAS, Laboratoires 3M Santé SAS et Arizant France SAS pour un total de 49,4 millions d'euros. En 2015, ils étaient présentés dans la rubrique « Fonds de commerce ».

	Valeurs brutes au 31/12/2016	Cumul Dépréciation au 31/12/2016	Valeurs nettes au 31/12/2016
Gamme Marché de la Santé	48 827	33 100	15 727
Gamme Protection & Sécurité	617	0	617
Sous-Total Malis techniques	49 444	33 100	16 344

En matière de recherche et de développement, les coûts de développement sont comptabilisés en charges en 2016 à hauteur de 0,9 millions d'euros et sont refacturés à hauteur de 3 millions d'euros (mark-up de 10% inclus).

3.1.2 Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 15 514 K€ (7 633 K€ sur l'exercice 2015). Les immobilisations en cours s'élèvent à 2 607 K€ au 31 décembre 2016 (9 967 K€ au 31 décembre 2015). Les installations et les machines et outillages pour la fabrication des microsphères à billes creuses sur le site de Tilloy ont été mis en service en 2016.

La dotation aux amortissements sur l'exercice 2016 s'élève à 11 964 K€ (12 329 K€ sur l'exercice 2015).

Le total des cessions et mises au rebut représentent une valeur brute de 58 885 K€ (20 862 K€ sur l'exercice 2015). Ces dernières concernent principalement la cession du site de Pithiviers. La société a dégagé en 2016 une moins-value nette de 4 043 K€ (moins-value de 147 K€ sur l'exercice 2015).

3.1.3 Immobilisations financières

Participations et autres titres immobilisés									
Filiales									
En K€ (milliers d'euros)	% Participation de 3M France		Chiffre d'affaires		Résultat net		Capital		Total des capitaux propres
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016 2015
3M MAROC	1%	1%	11 305	13 265	-1 520	-1 899	1 640	1 640	-1 239 267
POUYET 3M TELECOMMUNICATIONS	100%	100%	73 426	67 753	3 904	-4 916	4 150	4 150	11 363 11 642
SOA LOGISTICS	100%	100%	19 414	18 666	1 028	646	15 000	15 000	25 891 24 980
EMFI	100%	100%	82 169	83 644	3 373	3 145	3 104	3 104	30 895 27 206
3MBRICOLAGE ET BATIMENT	100%	100%	102 250	106 047	4 291	4 273	1 379	1 379	48 820 54 574
WINTERTHUR TECHNOLOGIE France	99,99%	99,99%	7 147	6 840	831	885	1 515	1 515	4 919 4 088

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeur nette comptable
3M Maroc	17	0	17
3M Pouyet Telecommunications	54 028	- 17 400	36 628
SOA Logistics	20 713	0	20 713
EMFI	59 828	- 21 400	38 428
3M Bricolage et Bâtiment	96 045	- 41 451	54 594
Winterthur Technologie Fance	4 800	0	4 800
Total	235 431	-80 251	155 180

Les titres de participation s'élèvent en valeur brute à 235,4 millions d'euros.

La valeur d'usage des titres de participation est évaluée à partir d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie de la filiale, nette d'endettement.

Une dotation pour dépréciation de 2,6 millions d'euros a été constatée pour les titres de participation de 3M bricolage et Bâtiment.

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts et cautionnements pour une valeur de 500 K€.

3.2 Dépréciation des actifs circulants

- La dépréciation des stocks s'élève à 2 976 K€ au 31 décembre 2016 (3 532 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros

	Valeurs brutes au 01/01/2016	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2016	Dépréciations des stocks	Valeurs nettes au 31/12/2016
Matières premières et approvisionnements	12 828	13 801	12 828	13 801	1 967	11 834
En cours de production de biens	0	0	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	7 565	11 517	7 565	11 517	970	10 547
Marchandises	5 457	3 514	5 457	3 514	39	3 475
Total	25 850	28 832	25 850	28 832	2 976	25 857

en milliers d'euros

Dépréciation des stocks :	Début d'exercice 01/01/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Fin d'exercice 31/12/2016
Matières premières et approvisionnements	2 096	1 967	2 096	1 967
En cours de production de biens	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	944	970	944	970
Marchandises	492	39	492	39
Total	3 532	2 976	3 532	2 976

- La dépréciation des créances douteuses s'élève à 3 210 K€ au 31 décembre 2016 (3 247 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros

Dépréciation :	Début d'exercice 01/01/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Fin d'exercice 31/12/2016
Créances douteuses	3 247	627	665	3 210
Total	3 247	627	665	3 210

3.3 Echéance des créances

Les créances à plus ou moins d'un an s'analysent comme suit à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prets	0	0	0
Autres immobilisations financières	500	0	500
Clients et comptes rattachés (*)	163 622	158 098	5 524
Autres créances	30 020	30 020	0
Charges constatées d'avance	923	923	0
	195 065	189 041	6 024

* Dont Effets à recevoir = 11 509 K€

Les autres créances s'élèvent à 30 020 K€ au 31 décembre 2016 (69 489 K€ au 31 décembre 2015) et sont composées de créances fiscales et sociales, de comptes courants avec des sociétés du Groupe, de débiteurs divers pour un montant de 17 385 K€, 10 470 K€ et 2 165 K€ respectivement (5 103 K€, 58 295 K€ et 3983 K€ au 31 décembre 2015).

Les créances représentées par des effets de commerce (effets à recevoir, effets remis à l'encaissement) s'élèvent à 11 598 K€ et 1 291 K€.

3.4 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 10 572 672 € et se compose de 440 528 actions au nominal de 24 € chacune, entièrement souscrites et libérées. Elles sont détenues à hauteur de 100% par la société 3M Company.

3.5 Capitaux propres

En milliers d'euros

Description	Situation au 31.12.2015	Affectatio n du résultat	Résultat de l'exercice	Dividendes	Autres mouvements		Situation au 31.12.2016
					+	-	
Capital social	10 572	0	0	0	0	0	10 572
Prime d'émission	65 271	0	0	0	0	0	65 271
Prime de fusion et d'apport	15	0	0	0	0	0	15
Réserve légale	1 057	0	0	0	0	0	1 057
Réserves facultatives	28 244		0	0	0	0	28 244
Report à nouveau	0	-8 983	0	0	0	0	-8 983
Résultat de l'exercice	-8 983	8 983	21 159	0	0	0	21 159
Subventions d'investissements	6	0	0	0	0		6
Provisions réglementées	15 572	0	0	0	706	-1 193	15 084
Total	111 754	0	21 159	0	706	-1 193	132 425

3.6 Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros

	Montants au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reprises de provision devenues sans objet	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour pensions et obligations similaires	39 143	2 949	4 264	0	37 828
Provisions pour litiges	463	160	263	0	360
Provisions pour restructurations	1 239	499	1 239	0	499
Provisions Stock-Options	26 949	18 011	10 992	0	33 967
Provision pour risque produit	6 137	0	6 137	0	-0
Provision pour garanties données aux clients	283	34	8	0	308
Provision Depollution du site Pithiviers	2 595	0	2 594	0	0
Litiges douanes et commerciaux divers	321	0	7	0	314
Autres provisions pour risques et charges	903	1 529	723	0	1 709
Total	78 032	23 182	26 229	0	74 985

- Provision pour pensions et obligations :

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite est partiellement couvert par une convention d'assurance collective.

Il a été évalué par calcul actuariel à partir des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 1.6%
 - inflation : 2%
 - augmentation de salaire : 2.5%
 - table de mortalité : TGH TGF 2005
 - âge de départ à la retraite : cadres 64 ans/ non cadres 62 ans
 - Charges sociales : 45%
-
- Les taux de turnover utilisés peuvent être résumés dans le tableau ci-joint :

Cadres :

Avant 30 ans : 2,1%

De 30 à 39 ans : 2,5%

De 40 à 49 ans : 1,4%

A partir de 50 ans : 0,1%

Non cadres :

Avant 30 ans : 3,5%

De 30 à 39 ans : 2,4%

De 40 à 49 ans : 0,4%

A partir de 50 ans : 0,0%

Les pertes actuarielles non encore amorties au 31 décembre 2016 s'élèvent à 1 637 K€ et le coût des services passés non reconnus s'élève à 1 625 K€.

- Provision dépollution :

La provision pour dépollution du site de Pithiviers a fait l'objet d'une reprise pour 2,6 millions d'euros suite à la vente du site.

- Provision pour départ :

En 2016 une provision pour départs a été constituée pour 0.5 million.

- Provision pour risque produit :

Une provision pour risque produit a été reprise pour 6 137 K€.

3.7 Echéance des dettes

L'ensemble des dettes de la société est à échéance à moins d'un an, à l'exception d'un montant total de 340 K€ (221 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Dettes				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	135 835	135 495	340	0
Fournisseurs et comptes rattachés	73 439	73 439	0	0
Dettes fiscales et sociales	41 183	41 183	0	0
Autres dettes	13 427	13 427	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
Total	263 884	263 544	340	0

Au 31 décembre 2016, les autres dettes sont composées de remises, rabais, ristournes, de créiteurs divers s'élevant respectivement à 12 531 K€ et 896 K€ (9 104 K€ et 278 K€ au 31 décembre 2015).

3.8 Entreprises liées

Les principaux postes du bilan représentatifs de transactions avec les entreprises liées sont les suivants :

	(en milliers d'€)
	31/12/2016
Participations	155 180
Autres titres immobilisés	0
Prêts	0
Créances clients et comptes rattachés	11 537
Comptes courants débiteurs	10 470
Valeurs mobilières de placement	0
Comptes courants créditeurs	135 495
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 682

Les comptes courants sont classés en "Emprunts et Dettes financières Divers" lorsqu'ils sont créditeurs et en "Autres Créances" lorsqu'ils sont débiteurs.

3.9 Produits et charges imputables à un autre exercice

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en K€)	31/12/2016
Fournitures non consommées (bureau publicité)	0
Dépenses informatiques	0
Assurance	850
Achats et services divers	73
Total Charges constatées d'avance	923

3.10 Produits à recevoir et charges à payer

CHARGES à PAYER (en K€)	31/12/2016
Rabais, Remises, Ristournes à accorder aux clients (TTC)	12 532
Fournisseurs, factures non parvenues (TTC)	26 297
Charges de Personnel	14 676
Participation des salariés	0
Charges sociales diverses	5 587
Etat : impôts et taxes diverses à payer	2 229
Intérêts divers	1
Autres charges diverses	0
Total Charges à payer	61 322

PRODUITS A RECEVOIR (en K€)	31/12/2016
Avoirs à obtenir des fournisseurs	0
Etat, TVA sur factures et avoirs non parvenus à récupérer	2 460
Etat, Produits à recevoir	0
Prestations diverses à refacturer (TTC)	0
Indemnités d'assurance à recevoir	1 657
Total Produits à recevoir	4 117

4 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires net

<i>en milliers d'euros</i>	2016		2015	
	France	Export	France	Export
Ventes de marchandises	446 015	20 782	409 636	17 658
Production vendue :				
Biens	28 141	177 054	59 841	173 410
Services	2 211		8 903	40 970
Chiffre d'affaires net	476 367	197 836	478 380	232 038

Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe a baissé de 20,7% dont 15,6 points provient d'un nouveau traitement comptable consistant à reclasser la refacturation intra groupe en autres produits d'exploitation en 2016. Ce poste s'établit à 35,3 millions € en 2016 contre 1,8 million € en 2015.

4.2 Transfert de charges d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit pour l'exercice 2016 à 5,4 millions d'euros contre 38,4 millions d'euros en 2015, soit une baisse 85,9%.

Le résultat d'exploitation positif a été impacté en 2015 par une diminution nette de provision de 11,7 millions d'euros relative aux plans d'options d'achat d'actions (stock-options) et plans d'attribution d'actions gratuites aux employés de la société.

En 2016 la société a comptabilisé une augmentation nette de cette provision à hauteur de 7 millions d'euros.

L'attribution de stock-options et d'actions gratuites constituant un élément de rémunération, la provision a été comptabilisée en charges de personnel par le crédit du compte 15 « Provisions » par l'intermédiaire du compte « Transfert de charges » afin de constater la dotation aux provisions d'exploitation.

Le transfert des stocks suite à la vente du site de Pithiviers pour 1,8 millions a fait l'objet d'un reclassement comptable en transfert de charges.

4.3 Produits et charges financiers

(En milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Escomptes accordés	-467	-506
Intérêts sur financement entreprises liées	-43	-276
Dividendes reçus	14 000	17 016
Résultat de change	-234	-85
Test de dépréciations - Titres de participation	-2 600	-43 500
Titres de participation FAAB	0	-19 298
Remboursement de prime d'émission FAAB	0	19 298
Autres produits / charges Financiers	16	-23
Produit net (charge)	10 672	-27 375

Le résultat financier est positif de 10,6 millions d'euros. La société a perçu des dividendes pour un montant de 14 millions contre 17 millions d'euros en 2015 provenant des sociétés Pouyet 3M Télécommunications et 3M Bricolage et Bâtiment. Le test de valorisation mené au 31/12/2016 a conduit à une dotation de la provision pour dépréciation de titres de participation de 2,6 millions d'euros.

4.4 Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Quote-part de subventions d'investissement virées au compte de résultat	0	1
Plus-values / (moins-values) sur cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières	-4 043	-147
Variation des provisions réglementées	486	-909
Provision pour départs	-499	-1 068
Dons, Mecenat	-30	-293
Test de Dépréciation - Fonds de commerce	0	-5 700
Test de Dépréciation des actifs - Autres	240	1 209
Cession Société Faab	0	2 677
Cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD)	6 654	
Autres	1 006	-758
Produit net (charge)	3 815	-4 988

Sur l'exercice 2016, le résultat exceptionnel est positif de 3,8 millions d'euros contre une perte de 5 millions d'euros à fin 2015 comprenant principalement :

Ce résultat exceptionnel est essentiellement lié à la cession du site de Pithiviers, à la cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD).

4.5 Produits et charges avec les entreprises liées

- **Produits et charges d'exploitation**

Environ 34 % du chiffre d'affaires est réalisé avec des entreprises liées.

- **Produits et charges financiers**

(en milliers d'€)

31/12/2016

Dividendes reçus	14 000
Intérêts sur financement entreprises liées	-24

4.6 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires et Accroissement/Allègement de la dette future d'impôt

(En milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
<u>Impôt différé à payer</u>		
Provision pour investissement	0	0
Provision pour hausse des prix	589	657
Provision pour amortissements dérogatoires	4 604	5 616
Accroissement de la charge fiscale future	5 193	6 273
<u>Impôt payé d'avance</u>		
Provisions non déductibles	2 073	28 264
Charges à payer non déductibles	612	1 692
Moins value à long terme reportable	0	0
Allègement de la charge fiscale future	2 685	29 956

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un allègement de la dette future d'impôt de 2 685 K€.

4.7 Ventilation de l'impôt sur les sociétés entre résultat courant et résultat exceptionnel

	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	16 086	(3 081)	19 167
Exceptionnel	3 815	1 823	1 992
Participation des salariés	-	-	-
Total	19 901	(1 258)	21 159

Les crédits d'impôts générés au titre de l'année 2016 s'élèvent à 1 828 K€ comprenant le crédit impôt recherche de 1 788 K€, le crédit apprentissage à 23 K€ et une réduction d'impôt au titre du Mécénat de 17 K€.

4.8 Suivi de l'utilisation du crédit d'impôt : CICE

La société a comptabilisé dans ses comptes au 31 décembre 2016 un CICE de 1 031 K€ correspondant à 6% de la masse salariale éligible de l'exercice, à l'exclusion du CICE à 6% concernant les rémunérations encourues en 2016 mais versées en 2017 (congrés payés, RTT, primes...) qui n'a pas donné lieu à un produit à recevoir comme le propose la Compagnie Nationale des Commissaires en Comptes dans son avis de mai 2013, en raison des incertitudes pesant la détermination de son montant.

Le CICE a été enregistré en réduction des charges sociales, comme l'autorise la note de l'Autorité des normes comptables de février 2013.

Le CICE 2016 est basé sur les salaires de l'année civile, et ne pourra être imputé que sur l'impôt dû au moment de la liquidation de mai 2016. N'étant pas préfinancé auprès d'un établissement de crédit et ne pouvant être encaissé au plus tôt qu'en mai 2016, nous n'avons pas encore à ce stade à rendre compte de son utilisation dans nos comptes annuels. Il constitue néanmoins une composante de notre résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et nous pouvons d'ores et déjà préciser qu'il sera affecté à la reconstitution de notre fonds de roulement, via l'amélioration de nos capitaux propres, sans préjudice des autres objectifs poursuivis par ce dispositif.

Le CICE 2015, d'un montant de 1 141 K€ euros, a été imputé sur l'impôt 2015 au moment de sa liquidation en mai 2016. Il a permis de financer l'amélioration de la compétitivité de la société en contribuant à la reconstitution de son fonds de roulement.

Il n'a pas financé une hausse des résultats distribués ni une hausse de la rémunération des dirigeants.

4.9 Effet de l'option pour le régime fiscal des groupes de société

En application des dispositions de l'article 223 A du CGI, 3M France a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2009.

Les caractéristiques du régime d'intégration fiscale sont les suivantes :

- Les charges d'impôts sont enregistrées dans les filiales et dans la société mère comme en l'absence d'intégration fiscale.

En effet, les filiales disposent de la possibilité, tant qu'elles font parties du périmètre de l'intégration fiscale, d'imputer sur leurs bénéfices futurs leurs déficits fiscaux qu'elles ont pu générer durant la période d'intégration.

Les économies d'impôt liées aux déficits fiscaux des filiales survenues durant l'intégration fiscale sont laissées en attente dans la société mère et n'ont pas de ce fait d'incidence sur le résultat.

- Les charges et économies d'impôts liées aux correctifs du résultat global sont enregistrées au résultat de la société 3M France.
- En fin d'intégration fiscale, les éventuels dédommagements de la filiale au titre de la perte, pour cette dernière, du fait de l'appartenance au Groupe Intégré, feront l'objet d'un accord particulier entre la Société Mère et la filiale.

Un boni d'intégration fiscale a été constaté pour 68 K€.

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Identité de la société consolidante

Les comptes individuels de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du groupe 3M à Saint Paul – Minnesota (USA). Conformément à l'article 233-17 et R233-15 du Code de Commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

5.2 Transactions avec les parties liées

Aucune transaction, autre que celles visées dans le paragraphe "Produits et charges avec les entreprises liées", visée par la nouvelle réglementation en vigueur (décret n° 2009-267 du 9 mars 2009 relatif aux transactions entre parties liées, précisé dans la note de présentation de l'ANC du 2 septembre 2010) concernant les transactions avec les parties liées, n'a été identifiée. Les transactions indiquées dans le paragraphe précédent bien qu'ayant été conclues à des conditions normales de marché, sont indiquées en raison de leur caractère significatif, car elles permettent une meilleure compréhension des états financiers de la société.

5.3 Engagements financiers

Engagements donnés (K€)	31.12.2016
Cautions fiscales et douanières	1 228
Cautions sur marchés	76
Total	1 304

Engagements reçus (K€)	31.12.2016
Garanties reçues des clients	0
Total	0

Crédit bail

Immobilisations en crédit-bail : Néant.

Engagements de crédit-bail : Néant.

Autres engagements financiers

Néant

5.4 Effectifs moyens

- Cadres	996
- Agents de maîtrise, techniciens, représentants	257
- Employés et Ouvriers	241

Total	1 494
-------	-------

5.5 Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée, car cela conduirait à fournir une information à caractère individuel.

5.6 Information relative aux plans d'achat de souscription d'action et plans d'attributions d'actions gratuites aux employés

Tel que définie par l'article 225-185, al.4 du Code de Commerce, les membres du Conseil d'Administration de la société 3M Company (Saint-Paul Minnesota Etats-Unis d'Amérique), déterminent les conditions d'attribution d'options d'achat d'actions (stock-options) et/ou d'actions gratuites, destinés aux salariés de 3M en France pouvant en bénéficier.

• Plan de stock-options

Le prix d'exercice des options qui devra être payé pour acquérir les actions 3M est égal au cours moyen de l'action 3M à la Bourse de New York le jour de son attribution effective.

Attribution	Stock Options	Exceptions
Avant 10 mai 2005	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum un an et un jour après son attribution et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard le dernier jour du préavis, pour les options attribuées avant 2002 et dans les 90 jours suivant le dernier jour du préavis pour les options attribuées après 2002 - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options
A compter du 27-mai-05	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum 4 ans et un jour après son attribution et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans(sauf exceptions)	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard 90 jours suivant l'expiration du préavis. Seules peuvent être ainsi liquidées les options ayant été attribuées plus de 4 ans avant le dernier jour du préavis (respect de la période d'indisponibilité) - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options - En cas de départ à la retraite ou de cessation d'activité pour invalidité, la règle de l'indisponibilité d'une durée de 4 ans s'applique conformément aux règles du Plan Français
A compter du 1 er mars 2014	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum 1 an et un jour après son attribution pour 1/3 des attributions et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans(sauf exceptions)	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard 90 jours suivant l'expiration du préavis. Seules peuvent être ainsi liquidées les options ayant été attribuées plus de 4 ans avant le dernier jour du préavis (respect de la période d'indisponibilité) - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options - En cas de départ à la retraite ou de cessation d'activité pour invalidité, la règle de l'indisponibilité d'une durée de 4 ans s'applique conformément aux règles du Plan Français

• Plan d'attribution gratuite d'actions

Ces actions gratuites sont acquises sous condition de présence et en fonction du grade des bénéficiaires concernés.

La période d'acquisition est d'au moins 2 ans à compter de la date d'attribution. Pendant cette période, les bénéficiaires ne sont pas titulaires des actions qui n'ont donc pas à leur être transférées. Jusqu'au terme de cette période, les droits résultants de l'attribution des actions sont incessibles.

La période de conservation qui suit la période d'acquisition est d'au moins 2 ans conformément à la Législation Française. Durant la phase de conservation de ces actions, le bénéficiaire a un droit de vote et un droit à percevoir des dividendes.

Les actions gratuites peuvent être conservées sans limitation de durée.

Par ailleurs, les actions cotées sur un marché réglementé ne peuvent être cédées, à l'issue de la période de conservation :

- ni dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut, les comptes annuels, sont rendus public ;

- ni dans le délai compris entre, d'une part, la date à laquelle les organes sociaux ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société et, d'autre part, la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

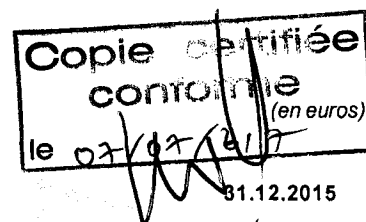
- Prix d'exercice par année.

Devise : USD (\$)

Année	Stock-option
2007	\$87,06
2008	\$79,05
2009	\$44,92
2010	\$83,60
2011	\$88,98
2012	\$89,55
2013	\$106,02
2014	\$129,83
2015	\$162,74
2016	\$178,57

- Le portefeuille des actions attribuées dont l'option n'a pas été exercée (stock-option) ou dont la propriété n'a pas été définitivement attribuée aux employés (actions gratuites) au 31.12.2016 :

Année	Stock-option	Actions gratuites	TOTAL
2007	14 067		14 067
2008	20 382		20 382
2009	36 776		36 776
2010	37 345		37 345
2011	39 780		39 780
2012	50 444		50 444
2013	59 680	914	60 594
2014	59 705	680	60 385
2015	34 600	13 901	48 501
2016	30 144	14 602	44 746
TOTAL	382 923	30 097	413 020

**BILAN**

Actif

31.12.2016

31.12.2015

	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de Recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 682 309	5 810 154	3 872 155	170 722
Fonds commercial	11 546 264	5 296 857	6 249 408	22 593 286
Autres immobilisations incorporelles	49 443 878	33 100 000	16 343 878	
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 507 206	2 901 131	2 606 075	3 236 985
Constructions	120 629 279	101 452 479	19 176 800	18 452 963
Installations techniques, matériel et outillage industriels	194 617 848	155 764 828	38 853 020	40 390 207
Autres	11 388 623	10 106 183	1 282 439	896 623
Immobilisations en cours	2 607 259		2 607 259	9 967 295
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	235 430 867	80 251 000	155 179 867	157 779 867
Autres titres immobilisés	16 922	9 146	7 776	7 776
Prêts				
Autres	499 703		499 703	304 380
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	641 370 158	394 691 779	246 678 379	253 800 104
Actif circulant				
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	13 801 134	1 966 904	11 834 229	10 732 026
En cours de production de biens				
Produits intermédiaires et finis	11 517 000	969 648	10 547 352	6 620 885
Marchandises	3 514 000	39 000	3 475 000	4 965 227
Avances et acomptes versés sur commandes	38 951		38 951	
Créances				
Clients et comptes rattachés	163 621 808	3 209 935	160 411 873	156 718 116
Autres créances	30 020 177		30 020 177	69 488 916
Divers				
Valeurs Mobilières de placement				
Disponibilités	7 365 980		7 365 980	3 405 461
Charges constatées d'avance	923 197		923 197	898 771
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	230 802 247	6 185 488	224 616 760	252 829 402
Charges à répartir				
Ecarts de conversion-actif				52 553
TOTAL DE L'ACTIF	872 172 405	400 877 267	471 295 138	506 682 059

(en euros)

Passif	31.12.2016	31.12.2015
Capitaux propres		
Capital social	10 572 672	10 572 672
Primes d'émission, de fusion et d'apport	65 286 414	65 286 414
Réserve légale	1 057 267	1 057 267
Réserves réglementées		
Autres réserves	28 243 639	28 243 639
Report à nouveau	-8 983 490	
Résultat de l'exercice	21 158 709	-8 983 490
Subventions d'investissements	6 637	7 169
Provisions réglementées	15 083 624	15 570 085
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	132 425 473	111 753 756
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	2 691 401	10 702 612
Provisions pour charges	72 294 043	67 330 076
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	74 985 443	78 032 688
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	135 834 878	177 035 454
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 438 679	75 402 973
Dettes fiscales et sociales	41 183 495	54 219 011
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 427 170	9 382 142
Produits constatés d'avance		801 712
TOTAL DES DETTES	263 884 222	316 841 291
Ecarts de conversion-passif		54 325
TOTAL DU PASSIF	471 295 138	506 682 059

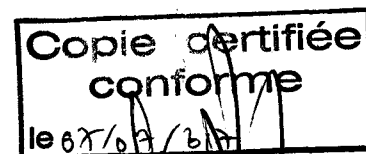
COMPTE DE RESULTAT

(en euros)

	31.12.2016	31.12.2015
Ventes de marchandises	466 797 321	427 293 735
Production vendue (biens et services)	207 405 346	283 124 621
Montant net du chiffre d'affaires	674 202 667	710 418 356
Production stockée	3 951 850	-2 291 188
Production immobilisée	1 293 596	1 348 050
Subventions d'exploitation	243 500	
Reprise sur provisions et amortissements	26 778 061	8 701 177
Autres produits	35 275 311	1 826 030
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	741 744 985	720 002 424
Achats de marchandises	339 764 177	303 362 435
Variation des stocks	1 943 200	5 431 532
Achats de mat. prem. & autres approvisionnements	60 785 481	75 509 166
Variation des stocks	-973 247	-243 679
Autres achats et charges externes	123 366 834	120 781 200
Impôts, taxes et versements assimilés	13 857 423	13 156 270
Salaires et traitements	109 969 129	93 683 751
Charges sociales	43 490 756	44 638 942
Dotations aux amortissements des immobilisations	14 612 354	12 338 785
Dotations pour dépréciations sur immobilisations		
Dotations pour dépréciations sur actif circulant	3 602 844	4 409 291
Dotations aux provisions pour risques et charges	22 523 043	5 254 858
Autres charges	3 389 145	3 298 600
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	736 331 139	681 621 152
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	5 413 846	38 381 272
Produits de participations	14 000 247	17 015 914
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 666	19 331 595
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 553	
Différences positives de change	184 866	697 940
Produits nets s/cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	14 256 331	37 045 449
Dotations financières aux amortissements et aux provisions	2 600 000	62 850 834
Intérêts et charges assimilées	512 468	838 894
Différences négatives de change	471 845	730 782
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	3 584 313	64 420 510
2. RESULTAT FINANCIER	10 672 018	-27 375 061
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	16 085 864	11 006 211

COMPTE DE RESULTAT (suite)*(en euros)*

	31.12.2016	31.12.2015
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	65 300 381	4 411 051
Sur opérations en capital	1 536 635	6 868 559
Reprises sur provisions et transferts de charges	13 940 340	135 600 347
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	80 777 357	146 879 957
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	70 005 362	6 356 717
Sur opérations en capital	5 579 799	134 435 908
Dotations aux amortissements et provisions	1 377 405	11 074 907
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	76 962 566	151 867 532
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 814 791	-4 987 575
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE		2 738 486
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-1 258 054	12 263 640
TOTAL DES PRODUITS	836 778 673	903 927 830
TOTAL DES CHARGES	815 619 964	912 911 320
R E S U L T A T	21 158 709	-8 983 490



3M France SAS
Annexe aux comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2016

1 – Présentation de la société et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Présentation de la société

Depuis plus de 100 ans, 3M imagine, découvre, fabrique, commercialise des solutions très diverses. A l'origine de la diversité de 3M : la maîtrise d'une trentaine de technologies dans lesquelles 3M considère qu'elle est le n°1 ou le n°2 mondial, et plus de 55 000 produits commercialisés dans plus de 200 pays.

Grâce à sa culture de l'innovation collaborative, le groupe alimente un flux incessant de technologies dont la vocation est de simplifier la vie quotidienne. 3M est, par excellence, l'entreprise innovante qui ne cesse jamais d'inventer.

Le groupe concentre ses investissements en promotion et en protection sur une sélection de marques stratégiques —Scotch®, Post-it®, Scotchgard™, Thinsulate™, Scotch-Brite™, Filtrete™, Command™ et Nexcare™— qui rassemblent quelques-uns des produits phares actuels du groupe, ainsi que les produits en développement les plus prometteurs.

3M France sert ses clients sur 5 grands marchés : Industrie ; Sécurité & Signalétique ; Electronique & Energie ; Santé ; Grand Public.

3M France dispose notamment de trois sites de production (Beauchamp, Tilloy et Pithiviers). La direction générale et les activités commerciales et administratives sont localisées à Cergy-Pontoise.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Le Projet Polaris (déploiement de la plateforme mondiale 3M ERP (Entreprise Resource Planning) sur la base du logiciel SAP s'est poursuivi en 2016. 3M ERP permettra de mieux répondre en temps réel aux besoins de nos clients avec des processus simplifiés standardisés et fiabilisés au niveau mondial. Le déploiement a eu lieu le 1er Aout 2016. Les investissements d'actifs incorporels concernent la mise en place du projet Polaris s'élèvent à 7,9 Millions.

L'année 2016 est marquée également par la cession du site de Pithiviers, la cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD). L'impact de ces opérations représente l'essentiel du résultat exceptionnel de 3,8 Millions d'euros.

Dans le cadre des tests annuels de dépréciation des actifs, et compte tenu de perspectives d'activité dégradées, une dépréciation complémentaire des titres de participation de 3M Bricolage & Bâtiment de 2,6 millions d'euros a été dotée sur l'exercice.

Une provision pour risque produit a été reprise pour 6 137 K€, suite au dénouement du litige avec EDF.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Le 21 février 2017, 3M France a acquis l'intégralité des titres de la société Slipnaxos Rappold France, SAS au capital de 225.000 euros dont le siège social est situé 8 Chemin du Jubin à Dardilly (69570) qui étaient détenus par la société Winterthur Technologie France, filiale à 99,99% de la Société.

Par suite de cette cession, la Société a décidé le 23 février 2017 de dissoudre par anticipation la société Slipnaxos Rappold France sans liquidation conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil. La prise d'effet de cette dissolution est le 1er Avril 2017.

2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été préparés conformément aux règles définies par la mise en application du plan comptable général, aux dispositions de la législation française et aux principes comptables généralement admis en France, tels que :

- continuité d'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.
- principe de prudence.

Ils sont établis sur la base des coûts historiques.

Changement de méthode comptable :

Nous avons procédé à un changement de méthode en 2016 suite à la mise en place de notre nouveau système d'information. Les stocks de matières premières, de matières consommables, de marchandises, des en-cours, des produits intermédiaires et finis sont évalués au coût standard selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti (FIFO) et non plus au coût moyen pondéré (CUMP).

La note 2.2 indique la modification de méthode comptable apportée, en 2016, par le règlement ANC 2015-06 sur le traitement comptable du mali technique.

2.2 Immobilisations incorporelles et mali technique de fusion

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais financiers.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en charge lorsqu'ils sont encourus.

Une dépréciation du fonds commercial est constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur du fonds commercial au plus bas de la valeur comptable et de la valeur d'usage.

La valeur comptable des fonds commerciaux a été testée en comparant les capitaux employés des activités concernées avec leur valeur d'usage estimée sur la base d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie.

En 2016, le règlement ANC 2015-06 a modifié les règles applicables au traitement comptable du mali technique. Celui-ci doit désormais faire l'objet d'une affectation comptable au bilan, dans des sous comptes spécifiques par catégorie d'actifs. Afin de se conformer à ces nouvelles dispositions, entrées en vigueur le 1er janvier 2016, la société 3M France a procédé à l'analyse des malis techniques, résultant des fusions avec les sociétés Aearo, Biotrace International SAS, Laboratoires 3M Santé SAS et Arizant France SAS. Cette analyse a conclu que ces mali techniques étaient représentatifs d'éléments de fonds commerce, et ont donc été affectés dans les actifs incorporels non amortissables. Ce reclassement n'a pas eu d'impact sur le résultat de l'exercice 2016.

2.3 Immobilisations corporelles

Les actifs corporels sont soumis à un test de dépréciation à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. Une dépréciation des actifs immobilisés est ainsi constituée, le cas échéant, pour ramener la valeur de ces actifs au plus bas de la valeur comptable et de la valeur actuelle (la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage).

La société compare ainsi leur valeur nette comptable à leur valeur actuelle. Cette dernière est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité des biens pour l'entreprise. Elle correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur comptable des actifs corporels a été testée en comparant les capitaux employés des activités concernées avec leur valeur d'usage estimée sur la base d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires) sans incorporation de charges financières.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif correspondant à l'amortissement économique des biens.

Lorsque les dispositions fiscales le permettent, un calcul d'amortissement dégressif non économique est effectué. L'écart entre l'amortissement dégressif non économique et linéaire est porté au niveau des provisions réglementées dans le poste "amortissements dérogatoires".

Lorsque, à l'intérieur d'une immobilisation déterminée, des éléments dissociables d'une valeur relative significative ont une durée d'utilisation prévue distincte de la durée d'utilisation de l'immobilisation elle-même, des composants spécifiques sont définis ; ces composants sont alors amortis sur la durée d'utilisation qui leur est propre. La base de calcul de l'amortissement est constituée par le coût d'acquisition diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation prévue.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- constructions	25 ans
- agencements et aménagements	entre 5 et 10 ans
- outillages industriels	entre 4 et 10 ans
- matériel de transport	5 ans
- mobilier de bureau	5 ans
- matériel informatique	3 ans

2.4 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener leur valeur au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur d'usage, appréciée sur la base du potentiel économique de la filiale.

La valeur d'usage des titres de participation est évaluée à partir d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie de la filiale, nette d'endettement.

De plus, une provision pour risque est constituée le cas échéant, à hauteur des capitaux propres négatifs.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

2.5 Stocks

Les matières premières, les matières consommables et les marchandises sont évaluées au coût réel d'achat selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti (FIFO).

Les encours et les produits fabriqués sont valorisés au coût de revient de production, comprenant les consommations et une quote-part des charges directes et indirectes de production, les coûts de sous-activité étant exclus. De même, les frais financiers sont exclus des coûts de production.

Lorsque la valeur brute déterminée dans les conditions énoncées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation probable, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

2.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas. Le taux de dépréciation varie en fonction de l'âge de la créance, du délai de remboursement, de l'existence d'une procédure amiable ou collective.

2.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, le cas échéant, dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (provisions pour hausse de prix, amortissements dérogatoires, provision pour investissement,...).

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement pour participer au financement d'une immobilisation amortissable, sont prises en compte en résultat exceptionnel sur la même durée et sur le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation ainsi acquise.

Des provisions sont constituées, le cas échéant, en cas d'incertitude sur le paiement effectif des subventions ou sur le maintien des conditions nécessaires à l'obtention de ces subventions.

2.9 Provisions pour risques et charges

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés encourus par la société.

2.10 Indemnités de départ à la retraite

La norme américaine FAS 87 est conforme aux principes du Plan Comptable Général. Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions légales et de la convention collective, en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalité. Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges suivant les principes de la norme américaine FAS 87. Les écarts actuariels sont amortis selon la méthode du corridor sur la durée de vie résiduelle.

2.11 Stock-options et actions gratuites

Les plans de rémunération en actions accordés par le groupe 3M (stock-options et actions gratuites) font l'objet d'une refacturation par ce dernier à la société 3M France lors de l'exercice des droits par leurs bénéficiaires français (coût net de rachat pour le groupe des actions attribuées).

Conformément aux règles et principes comptables applicables en France, le coût refacturé par 3M Company, société émettrice des plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites, est à provisionner au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Dans ce contexte, une provision est ainsi constituée sur la période d'acquisition des droits afin de couvrir le coût refacturé par 3M Company qui représente :

- pour les actions gratuites, le coût d'acquisition des titres par 3M Company, à la date d'exercice par les bénéficiaires ;
- pour les options d'achat d'actions, la différence entre ce même coût d'acquisition des titres et le prix d'exercice de ces options si l'exercice de l'option est probable à la date de clôture.

L'attribution de stock-options et d'actions gratuites constituant un élément de rémunération, la provision a été comptabilisée en charges de personnel par le crédit du compte 15 « Provisions » par l'intermédiaire du compte « Transfert de charges » afin de constater la dotation aux provisions d'exploitation.

2.12 Chiffre d'affaires

Les ventes de biens, marchandises et autres pièces sont enregistrées en produits au moment de la livraison du bien.

2.13 Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées au cours de change du mois de l'opération. Les créances et dettes en devises sont valorisées au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des créances et des dettes en devises est portée sous la rubrique Ecart de conversion. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

2.14 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

3 – Notes sur le bilan

3.1 Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

En K€ (en milliers d'euros)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions, créations	Cessions et mises hors service	Virement poste à poste	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	63 946	7 945	-1 218	0	70 673
Immobilisations en cours incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	375 514	6 282	-58 885	9 232	332 143
Immobilisations en cours corporelles	9 967	1 872		-9 232	2 607
Immobilisations financières	235 752	195	0	0	235 947
Total	685 179	16 294	-60 103	0	641 370

(En milliers d'euros)		Provision constituée durant l'exercice
		K€ (milliers d'euros)
Titres de participation 3M Bricolage et Batiment		2 600
Titres de participation EMFI		0
Titres de participation POUYET		0
Total		2 600

Amortissements

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	En K€, (en milliers d'euros) Amortissements à la fin de l'exercice
Amortissements économiques :				
Immobilisations incorporelles	3 032	3 154	-124	6 062
Immobilisations corporelles	311 578	11 458	-53 535	269 501
Total	314 610	14 612	-53 659	275 563
Amortissements dérogatoires :				
Immobilisations incorporelles	34			34
Immobilisations corporelles	13 471	571	-705	13 337
Total	13 505	571	-705	13 371

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels pour une valeur brute de 9 682 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 955 K€ au 31 décembre 2015, et de fonds de commerce s'élevant à 60 990 K€.

Les investissements d'actifs incorporels concernent la mise en place du projet Polaris s'élèvent à 7,9 Millions d'euros. Les actifs sont amortis sur 12 mois.

La dotation aux amortissements sur l'exercice 2016 s'élève à 3 154 K€ K€ (10 K€ sur l'exercice 2015).

Le total des cessions du projet Polaris aux autres filiales représentent une valeur brute de 1 088 K€. Aucune plus ou moins-value de cession n'a été constatée (la valeur nette comptable étant égale au prix de cession de 1 088 K€).

La rubrique « Fonds de commerce » enregistre les fonds commerciaux issus de fusions pour un total de 11,5 millions d'euros (CETA, Sorel, Racal, Sermme, Hornell et Aearo). Dans la mesure où ces fonds commerciaux, à l'exception d'Aearo et Sermme, sont indissociables de l'activité de la société, compte tenu du caractère fongible des fonds concernés, l'évaluation du fonds est globale, malgré l'individualisation résultant des opérations de fusion.

	Valeurs brutes au 31/12/2016	Cumul Dépréciation au 31/12/2016	Valeurs nettes au 31/12/2016
Gamme Marché de l'Electronique	4 458	1 854	2 604
Gamme Protection & Sécurité	6 649	3 190	3 459
Autres	440	253	187
Sous-Total Fonds de commerce	11 546	5 297	6 249

La rubrique « autres immobilisations incorporelles » représente les malis techniques comptabilisés dans le cadre des Transmissions Universelles de Patrimoine (TUP) relatives aux sociétés Aearo, Biotrace International SAS, Laboratoires 3M Santé SAS et Arizant France SAS pour un total de 49,4 millions d'euros. En 2015, ils étaient présentés dans la rubrique « Fonds de commerce ».

	Valeurs brutes au 31/12/2016	Cumul Dépréciation au 31/12/2016	Valeurs nettes au 31/12/2016
Gamme Marché de la Santé	48 827	33 100	15 727
Gamme Protection & Sécurité	617	0	617
Sous-Total Malis techniques	49 444	33 100	16 344

En matière de recherche et de développement, les coûts de développement sont comptabilisés en charges en 2016 à hauteur de 0,9 millions d'euros et sont refacturés à hauteur de 3 millions d'euros (mark-up de 10% inclus).

3.1.2 Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 15 514 K€ (7 633 K€ sur l'exercice 2015). Les immobilisations en cours s'élèvent à 2 607 K€ au 31 décembre 2016 (9 967 K€ au 31 décembre 2015). Les installations et les machines et outillages pour la fabrication des microsphères à billes creuses sur le site de Tilloy ont été mis en service en 2016.

La dotation aux amortissements sur l'exercice 2016 s'élève à 11 964 K€ (12 329 K€ sur l'exercice 2015).

Le total des cessions et mises au rebut représentent une valeur brute de 58 885 K€ (20 862 K€ sur l'exercice 2015). Ces dernières concernent principalement la cession du site de Pithiviers. La société a dégagé en 2016 une moins-value nette de 4 043 K€ (moins-value de 147 K€ sur l'exercice 2015).

3.1.3 Immobilisations financières

Participations et autres titres immobilisés									
Filiales									
En K€ (milliers d'euros)	% Participation de 3M France		Chiffre d'affaires		Résultat net		Capital		Total des capitaux propres
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016 2015
3MMAROC	1%	1%	11 305	13 265	-1 520	-1 899	1 640	1 640	-1 239 267
POUYET 3M TELECOMMUNICATIONS	100%	100%	73 426	67 753	3 904	-4 916	4 150	4 150	11 363 11 642
SOA LOGISTICS	100%	100%	19 414	18 666	1 028	646	15 000	15 000	25 891 24 980
EMFI	100%	100%	82 169	83 644	3 373	3 145	3 104	3 104	30 895 27 206
3M BRICOLAGE ET BATIMENT	100%	100%	102 250	106 047	4 291	4 273	1 379	1 379	48 820 54 574
WINTERTHUR TECHNOLOGIE France	99,99%	99,99%	7 147	6 840	831	885	1 515	1 515	4 919 4 088

(En milliers d'euros)

	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeur nette comptable
3M Maroc	17	0	17
3M Pouyet Telecommunications	54 028	- 17 400	36 628
SOA Logistics	20 713	0	20 713
EMFI	59 828	- 21 400	38 428
3M Bricolage et Bâtiment	96 045	- 41 451	54 594
Winterthur Technologie Fance	4 800	0	4 800
Total	235 431	-80 251	155 180

Les titres de participation s'élèvent en valeur brute à 235,4 millions d'euros.

La valeur d'usage des titres de participation est évaluée à partir d'une actualisation des flux d'exploitation futurs de trésorerie de la filiale, nette d'endettement.

Une dotation pour dépréciation de 2,6 millions d'euros a été constatée pour les titres de participation de 3M bricolage et Bâtiment.

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts et cautionnements pour une valeur de 500 K€.

3.2 Dépréciation des actifs circulants

- La dépréciation des stocks s'élève à 2 976 K€ au 31 décembre 2016 (3 532 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros	Valeurs brutes au 01/01/2016	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2016	Dépréciations des stocks	Valeurs nettes au 31/12/2016
Matières premières et approvisionnements	12 828	13 801	12 828	13 801	1 967	11 834
En cours de production de biens	0	0	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	7 565	11 517	7 565	11 517	970	10 547
Marchandises	5 457	3 514	5 457	3 514	39	3 475
Total	25 850	28 832	25 850	28 832	2 976	25 857

en milliers d'euros

Dépréciation des stocks :	Début d'exercice 01/01/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Fin d'exercice 31/12/2016
Matières premières et approvisionnements	2 096	1 967	2 096	1 967
En cours de production de biens	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	944	970	944	970
Marchandises	492	39	492	39
Total	3 532	2 976	3 532	2 976

- La dépréciation des créances douteuses s'élève à 3 210 K€ au 31 décembre 2016 (3 247 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros

Dépréciation :	Début d'exercice 01/01/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Fin d'exercice 31/12/2016
Créances douteuses	3 247	627	665	3 210
Total	3 247	627	665	3 210

3.3 Echéance des créances

Les créances à plus ou moins d'un an s'analysent comme suit à la clôture de l'exercice :

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts	0	0	0
Autres immobilisations financières	500	0	500
Clients et comptes rattachés (*)	163 622	158 098	5 524
Autres créances	30 020	30 020	0
Charges constatées d'avance	923	923	0
	195 065	189 041	6 024

* Dont Effets à recevoir = 11 509 K€

Les autres créances s'élèvent à 30 020 K€ au 31 décembre 2016 (69 489 K€ au 31 décembre 2015) et sont composées de créances fiscales et sociales, de comptes courants avec des sociétés du Groupe, de débiteurs divers pour un montant de 17 385 K€, 10 470 K€ et 2 165 K€ respectivement (5 103 K€, 58 295 K€ et 3983 K€ au 31 décembre 2015).

Les créances représentées par des effets de commerce (effets à recevoir, effets remis à l'encaissement) s'élèvent à 11 598 K€ et 1 291 K€.

3.4 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 10 572 672 € et se compose de 440 528 actions au nominal de 24 € chacune, entièrement souscrites et libérées. Elles sont détenues à hauteur de 100% par la société 3M Company.

3.5 Capitaux propres

En milliers d'euros

Description	Situation au 31.12.2015	Affectatio n du résultat	Résultat de l'exercice	Dividendes	Autres mouvements		Situation au 31.12.2016
					+	-	
Capital social	10 572	0	0	0	0	0	10 572
Prime d'émission	65 271	0	0	0	0	0	65 271
Prime de fusion et d'apport	15	0	0	0	0	0	15
Réserve légale	1 057	0	0	0	0	0	1 057
Réserves facultatives	28 244		0	0	0	0	28 244
Report à nouveau	0	-8 983	0	0	0	0	-8 983
Résultat de l'exercice	-8 983	8 983	21 159	0	0	0	21 159
Subventions d'investissements	6	0	0	0	0		6
Provisions réglementées	15 572	0	0	0	706	-1 193	15 084
Total	111 754	0	21 159	0	706	-1 193	132 425

3.6 Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros

	Montants au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reprises de provision devenues sans objet	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour pensions et obligations similaires	39 143	2 949	4 264	0	37 828
Provisions pour litiges	463	160	263	0	360
Provisions pour restructurations	1 239	499	1 239	0	499
Provisions Stock-Options	26 949	18 011	10 992	0	33 967
Provision pour risque produit	6 137	0	6 137	0	-0
Provision pour garanties données aux clients	283	34	8	0	308
Provision Depollution du site Pithiviers	2 595	0	2 594	0	0
Litiges douanes et commerciaux divers	321	0	7	0	314
Autres provisions pour risques et charges	903	1 529	723	0	1 709
Total	78 032	23 182	26 229	0	74 985

- Provision pour pensions et obligations :

L'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite est partiellement couvert par une convention d'assurance collective.

Il a été évalué par calcul actuariel à partir des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 1.6%
 - inflation : 2%
 - augmentation de salaire : 2.5%
 - table de mortalité : TGH TGF 2005
 - âge de départ à la retraite : cadres 64 ans/ non cadres 62 ans
 - Charges sociales : 45%
-
- Les taux de turnover utilisés peuvent être résumés dans le tableau ci-joint :

Cadres :

Avant 30 ans : 2,1%
De 30 à 39 ans : 2,5%
De 40 à 49 ans : 1,4%
A partir de 50 ans : 0,1%

Non cadres :

Avant 30 ans : 3,5%
De 30 à 39 ans : 2,4%
De 40 à 49 ans : 0,4%
A partir de 50 ans : 0,0%

Les pertes actuarielles non encore amorties au 31 décembre 2016 s'élèvent à 1 637 K€ et le coût des services passés non reconnus s'élève à 1 625 K€.

- Provision dépollution :

La provision pour dépollution du site de Pithiviers a fait l'objet d'une reprise pour 2,6 millions d'euros suite à la vente du site.

- Provision pour départ :

En 2016 une provision pour départs a été constituée pour 0.5 million.

- Provision pour risque produit :

Une provision pour risque produit a été reprise pour 6 137 K€.

3.7 Echéance des dettes

L'ensemble des dettes de la société est à échéance à moins d'un an, à l'exception d'un montant total de 340 K€ (221 K€ au 31 décembre 2015).

en milliers d'euros	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Dettes				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	135 835	135 495	340	0
Fournisseurs et comptes rattachés (*)	73 439	73 439	0	0
Dettes fiscales et sociales	41 183	41 183	0	0
Autres dettes	13 427	13 427	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
Total	263 884	263 544	340	0

Au 31 décembre 2016, les autres dettes sont composées de remises, rabais, ristournes, de créanciers divers s'élevant respectivement à 12 531 K€ et 896 K€ (9 104 K€ et 278 K€ au 31 décembre 2015).

3.8 Entreprises liées

Les principaux postes du bilan représentatifs de transactions avec les entreprises liées sont les suivants :

	(en milliers d'€)
	31/12/2016
Participations	155 180
Autres titres immobilisés	0
Prêts	0
Créances clients et comptes rattachés	11 537
Comptes courants débiteurs	10 470
Valeurs mobilières de placement	0
Comptes courants créditeurs	135 495
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 682

Les comptes courants sont classés en "Emprunts et Dettes financières Divers" lorsqu'ils sont créditeurs et en "Autres Créances" lorsqu'ils sont débiteurs.

3.9 Produits et charges imputables à un autre exercice

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en K€)	31/12/2016
Fournitures non consommées (bureau publicité)	0
Dépenses informatiques	0
Assurance	850
Achats et services divers	73
Total Charges constatées d'avance	923

3.10 Produits à recevoir et charges à payer

CHARGES à PAYER (en K€)	31/12/2016
Rabais, Remises, Ristournes à accorder aux clients (TTC)	12 532
Fournisseurs, factures non parvenues (TTC)	26 297
Charges de Personnel	14 676
Participation des salariés	0
Charges sociales diverses	5 587
Etat : impôts et taxes diverses à payer	2 229
Intérêts divers	1
Autres charges diverses	0
Total Charges à payer	61 322

PRODUITS A RECEVOIR (en K€)	31/12/2016
Avoirs à obtenir des fournisseurs	0
Etat, TVA sur factures et avoirs non parvenus à récupérer	2 460
Etat, Produits à recevoir	0
Prestations diverses à refacturer (TTC)	0
Indemnités d'assurance à recevoir	1 657
Total Produits à recevoir	4 117

4 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires net

	2016		2015	
	France	Export	France	Export
<i>en milliers d'euros</i>				
Ventes de marchandises	446 015	20 782	409 636	17 658
Production vendue :				
Biens	28 141	177 054	59 841	173 410
Services	2 211		8 903	40 970
Chiffre d'affaires net	476 367	197 836	478 380	232 038

Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe a baissé de 20,7% dont 15,6 points provient d'un nouveau traitement comptable consistant à reclasser la refacturation intra groupe en autres produits d'exploitation en 2016. Ce poste s'établit à 35,3 millions € en 2016 contre 1,8 million € en 2015.

4.2 Transfert de charges d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'établit pour l'exercice 2016 à 5,4 millions d'euros contre 38,4 millions d'euros en 2015, soit une baisse 85,9%.

Le résultat d'exploitation positif a été impacté en 2015 par une diminution nette de provision de 11,7 millions d'euros relative aux plans d'options d'achat d'actions (stock-options) et plans d'attribution d'actions gratuites aux employés de la société.

En 2016 la société a comptabilisé une augmentation nette de cette provision à hauteur de 7 millions d'euros.

L'attribution de stock-options et d'actions gratuites constituant un élément de rémunération, la provision a été comptabilisée en charges de personnel par le crédit du compte 15 « Provisions » par l'intermédiaire du compte « Transfert de charges » afin de constater la dotation aux provisions d'exploitation.

Le transfert des stocks suite à la vente du site de Pithiviers pour 1,8 millions a fait l'objet d'un reclassement comptable en transfert de charges.

4.3 Produits et charges financiers

(En milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Escomptes accordés	-467	-506
Intérêts sur financement entreprises liées	-43	-276
Dividendes reçus	14 000	17 016
Résultat de change	-234	-85
Test de dépréciations - Titres de participation	-2 600	-43 500
Titres de participation FAAB	0	-19 298
Remboursement de prime d'émission FAAB	0	19 298
Autres produits / charges Financiers	16	-23
Produit net (charge)	10 672	-27 375

Le résultat financier est positif de 10,6 millions d'euros. La société a perçu des dividendes pour un montant de 14 millions contre 17 millions d'euros en 2015 provenant des sociétés Pouyet 3M Télécommunications et 3M Bricolage et Bâtiment. Le test de valorisation mené au 31/12/2016 a conduit à une dotation de la provision pour dépréciation de titres de participation de 2,6 millions d'euros.

4.4 Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	31.12.2016	31.12.2015
Quote-part de subventions d'investissement virées au compte de résultat	0	1
Plus-values / (moins-values) sur cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières	-4 043	-147
Variation des provisions réglementées	486	-909
Provision pour départs	-499	-1 068
Dons, Mécénat	-30	-293
Test de Dépréciation - Fonds de commerce	0	-5 700
Test de Dépréciation des actifs - Autres	240	1 209
Cession Société Faab	0	2 677
Cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD)	6 654	
Autres	1 006	-758
Produit net (charge)	3 815	-4 988

Sur l'exercice 2016, le résultat exceptionnel est positif de 3,8 millions d'euros contre une perte de 5 millions d'euros à fin 2015 comprenant principalement :

Ce résultat exceptionnel est essentiellement lié à la cession du site de Pithiviers, à la cession des activités de solutions pour les Bibliothèques de la division Signalisation, Identification et Sécurité (TSSD).

4.5 Produits et charges avec les entreprises liées

- **Produits et charges d'exploitation**

Environ 34 % du chiffre d'affaires est réalisé avec des entreprises liées.

- **Produits et charges financiers**

(en milliers d'€)

31/12/2016

Dividendes reçus	14 000
Intérêts sur financement entreprises liées	-24

4.6 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires et Accroissement/Allègement de la dette future d'impôt

(En milliers d'euros)

31.12.2016

31.12.2015

Impôt différé à payer

Provision pour investissement	0	0
Provision pour hausse des prix	589	657
Provision pour amortissements dérogatoires	4 604	5 616
Accroissement de la charge fiscale future	5 193	6 273

Impôt payé d'avance

Provisions non déductibles	2 073	28 264
Charges à payer non déductibles	612	1 692
Moins value à long terme reportable	0	0
Allègement de la charge fiscale future	2 685	29 956

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un allègement de la dette future d'impôt de 2 685 K€.

4.7 Ventilation de l'impôt sur les sociétés entre résultat courant et résultat exceptionnel

	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	16 086	(3 081)	19 167
Exceptionnel	3 815	1 823	1 992
Participation des salariés	-	-	-
Total	19 901	(1 258)	21 159

Les crédits d'impôts générés au titre de l'année 2016 s'élèvent à 1 828 K€ comprenant le crédit impôt recherche de 1 788 K€, le crédit apprentissage à 23 K€ et une réduction d'impôt au titre du Mécénat de 17 K€.

4.8 Suivi de l'utilisation du crédit d'impôt : CICE

La société a comptabilisé dans ses comptes au 31 décembre 2016 un CICE de 1 031 K€ correspondant à 6% de la masse salariale éligible de l'exercice, à l'exclusion du CICE à 6% concernant les rémunérations encourues en 2016 mais versées en 2017 (congrés payés, RTT, primes...) qui n'a pas donné lieu à un produit à recevoir comme le propose la Compagnie Nationale des Commissaires en Comptes dans son avis de mai 2013, en raison des incertitudes pesant la détermination de son montant.

Le CICE a été enregistré en réduction des charges sociales, comme l'autorise la note de l'Autorité des normes comptables de février 2013.

Le CICE 2016 est basé sur les salaires de l'année civile, et ne pourra être imputé que sur l'impôt dû au moment de la liquidation de mai 2016. N'étant pas préfinancé auprès d'un établissement de crédit et ne pouvant être encaissé au plus tôt qu'en mai 2016, nous n'avons pas encore à ce stade à rendre compte de son utilisation dans nos comptes annuels. Il constitue néanmoins une composante de notre résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et nous pouvons d'ores et déjà préciser qu'il sera affecté à la reconstitution de notre fonds de roulement, via l'amélioration de nos capitaux propres, sans préjudice des autres objectifs poursuivis par ce dispositif.

Le CICE 2015, d'un montant de 1 141 K€ euros, a été imputé sur l'impôt 2015 au moment de sa liquidation en mai 2016. Il a permis de financer l'amélioration de la compétitivité de la société en contribuant à la reconstitution de son fonds de roulement.

Il n'a pas financé une hausse des résultats distribués ni une hausse de la rémunération des dirigeants.

4.9 Effet de l'option pour le régime fiscal des groupes de société

En application des dispositions de l'article 223 A du CGI, 3M France a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2009.

Les caractéristiques du régime d'intégration fiscale sont les suivantes :

- Les charges d'impôts sont enregistrées dans les filiales et dans la société mère comme en l'absence d'intégration fiscale.

En effet, les filiales disposent de la possibilité, tant qu'elles font parties du périmètre de l'intégration fiscale, d'imputer sur leurs bénéfices futurs leurs déficits fiscaux qu'elles ont pu générer durant la période d'intégration.

Les économies d'impôt liées aux déficits fiscaux des filiales survenues durant l'intégration fiscale sont laissées en attente dans la société mère et n'ont pas de ce fait d'incidence sur le résultat.

- Les charges et économies d'impôts liées aux correctifs du résultat global sont enregistrées au résultat de la société 3M France.
- En fin d'intégration fiscale, les éventuels dédommagements de la filiale au titre de la perte, pour cette dernière, du fait de l'appartenance au Groupe Intégré, feront l'objet d'un accord particulier entre la Société Mère et la filiale.

Un boni d'intégration fiscale a été constaté pour 68 K€.

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Identité de la société consolidante

Les comptes individuels de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du groupe 3M à Saint Paul – Minnesota (USA). Conformément à l'article 233-17 et R233-15 du Code de Commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

5.2 Transactions avec les parties liées

Aucune transaction, autre que celles visées dans le paragraphe "Produits et charges avec les entreprises liées", visée par la nouvelle réglementation en vigueur (décret n° 2009-267 du 9 mars 2009 relatif aux transactions entre parties liées, précisé dans la note de présentation de l'ANC du 2 septembre 2010) concernant les transactions avec les parties liées, n'a été identifiée. Les transactions indiquées dans le paragraphe précédent bien qu'ayant été conclues à des conditions normales de marché, sont indiquées en raison de leur caractère significatif, car elles permettent une meilleure compréhension des états financiers de la société.

5.3 Engagements financiers

Engagements donnés (K€)	31.12.2016
Cautions fiscales et douanières	1 228
Cautions sur marchés	76
Total	1 304

Engagements reçus (K€)	31.12.2016
Garanties reçues des clients	0
Total	0

Crédit bail

Immobilisations en crédit-bail : Néant.

Engagements de crédit-bail : Néant.

Autres engagements financiers

Néant

5.4 Effectifs moyens

- Cadres	996
- Agents de maîtrise, techniciens, représentants	257
- Employés et Ouvriers	241
Total	1 494

5.5 Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée, car cela conduirait à fournir une information à caractère individuel.

5.6 Information relative aux plans d'achat de souscription d'action et plans d'attributions d'actions gratuites aux employés

Tel que définie par l'article 225-185, al.4 du Code de Commerce, les membres du Conseil d'Administration de la société 3M Company (Saint-Paul Minnesota Etats-Unis d'Amérique), déterminent les conditions d'attribution d'options d'achat d'actions (stock-options) et/ou d'actions gratuites, destinés aux salariés de 3M en France pouvant en bénéficier.

• Plan de stock-options

Le prix d'exercice des options qui devra être payé pour acquérir les actions 3M est égal au cours moyen de l'action 3M à la Bourse de New York le jour de son attribution effective.

Attribution	Stock Options	Exceptions
Avant 10 mai 2005	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum un an et un jour après son attribution et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard le dernier jour du préavis, pour les options attribuées avant 2002 et dans les 90 jours suivant le dernier jour du préavis pour les options attribuées après 2002 - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options
A compter du 27-mai-05	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum 4 ans et un jour après son attribution et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans(sauf exceptions)	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard 90 jours suivant l'expiration du préavis. Seules peuvent être ainsi liquidées les options ayant été attribuées plus de 4 ans avant le dernier jour du préavis (respect de la période d'indisponibilité) - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options - En cas de départ à la retraite ou de cessation d'activité pour invalidité, la règle de l'indisponibilité d'une durée de 4 ans s'applique conformément aux règles du Plan Français
A compter du 1 ^{er} mars 2014	L'exercice de l'option peut intervenir à tout moment sur décision du bénéficiaire au minimum 1 an et un jour après son attribution pour 1/3 des attributions et au plus tard au terme d'un délai de 10 ans(sauf exceptions)	- En cas de démission ou de licenciement, il y a lieu de liquider ses options au plus tard 90 jours suivant l'expiration du préavis. Seules peuvent être ainsi liquidées les options ayant été attribuées plus de 4 ans avant le dernier jour du préavis (respect de la période d'indisponibilité) - En cas de décès du bénéficiaire et en accord avec la législation Française, les ayants droit ont 6 mois à compter du jour du décès pour demander la levée des options - En cas de départ à la retraite ou de cessation d'activité pour invalidité, la règle de l'indisponibilité d'une durée de 4 ans s'applique conformément aux règles du Plan Français

• Plan d'attribution gratuite d'actions

Ces actions gratuites sont acquises sous condition de présence et en fonction du grade des bénéficiaires concernés.

La période d'acquisition est d'au moins 2 ans à compter de la date d'attribution. Pendant cette période, les bénéficiaires ne sont pas titulaires des actions qui n'ont donc pas à leur être transférées. Jusqu'au terme de cette période, les droits résultants de l'attribution des actions sont incessibles.

La période de conservation qui suit la période d'acquisition est d'au moins 2 ans conformément à la Législation Française. Durant la phase de conservation de ces actions, le bénéficiaire a un droit de vote et un droit à percevoir des dividendes.

Les actions gratuites peuvent être conservées sans limitation de durée.

Par ailleurs, les actions cotées sur un marché réglementé ne peuvent être cédées, à l'issue de la période de conservation :

- ni dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut, les comptes annuels, sont rendus public ;

- ni dans le délai compris entre, d'une part, la date à laquelle les organes sociaux ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société et, d'autre part, la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

- Prix d'exercice par année.

Devise : USD (\$)

Année	Stock-option
2007	\$87,06
2008	\$79,05
2009	\$44,92
2010	\$83,60
2011	\$88,98
2012	\$89,55
2013	\$106,02
2014	\$129,83
2015	\$162,74
2016	\$178,57

- Le portefeuille des actions attribuées dont l'option n'a pas été exercée (stock-option) ou dont la propriété n'a pas été définitivement attribuée aux employés (actions gratuites) au 31.12.2016 :

Année	Stock-option	Actions gratuites	TOTAL
2007	14 067		14 067
2008	20 382		20 382
2009	36 776		36 776
2010	37 345		37 345
2011	39 780		39 780
2012	50 444		50 444
2013	59 680	914	60 594
2014	59 705	680	60 385
2015	34 600	13 901	48 501
2016	30 144	14 602	44 746
TOTAL	382 923	30 097	413 020

3M FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 10 572 672,00 EUR
Siège social : Boulevard de l'Oise - 95000 Cergy
542 078 555 RCS PONTOISE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2017

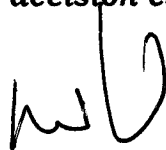
DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve la proposition du Président et après avoir constaté que les comptes annuels (bilan, compte de résultat, et annexe) tels qu'ils vous sont présentés font apparaître un bénéfice de 21 158 709,09 €, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 au poste « report à nouveau -solde débiteur» qui serait ramené de - 8 983 490,19 € à 12 175 218,90 €.

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant ont été de :

Exercice	Date de distribution	Sommes affectées à la distribution	Nombre d'actions	Distribution par action	Avoir fiscal	Revenu global par action
2013	Juin 2014	22 502 170	440 528	51,1	-	51,1
2014	Juin 2015	30 002 159	440 528	68,1	-	68,1
2015	Juin 2016	-	-	-	-	-

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.



L'Associé Unique
3M International Group B.V.
Représentée par Nicolas Potel

Le Président
Stéphanie Barreau

